



LES MÉDIAS CENTRAFRICAINS DANS LA TOURMENTE

MAI 2015

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



source: NASA / Goddard Space Flight Center - Public Domain

ENQUÊTE DE CLÉA KAHN-SRIBER



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Population : 4,616 millions habitants (2013)

Présidente de la transition : Catherine Samba-Panza

Capitale : Bangui





INTRODUCTION

RCA, UN PAYS ET DES COMMUNAUTÉS DÉTRUITS PAR LE CONFLIT

Le conflit qui a ravagé l'ensemble de la République centrafricaine n'a pas épargné les médias. Les avancées difficilement acquises les années précédentes ont été balayées, voire réduites à néant, laissant le monde des médias et ses journalistes exsangues. La "Coalition" (Seleka en sango) des groupes armés, refusant d'appliquer les accords de paix de 2008, a plongé le pays dans une descente aux enfers rapide et inattendue. Entre décembre 2012 et mars 2013, leur avancée depuis le nord du pays vers la capitale Bangui a été semée de destructions, de pillages et de déplacements de population. Sur leur route, des médias pris pour cibles. Arrivée en mars 2013 à Bangui, la coalition prend le pouvoir laissé vacant par la fuite du président Bozizé et nomme l'un de ses commandants, Michel Djotodia, à la tête d'un Conseil national de transition. Les soldats lâchés dans la ville se servent sur la population et pillent quasiment l'ensemble de Bangui bien que les quartiers musulmans où ils résident sont un peu plus épargnés. Officiellement dissoute et théoriquement démilitarisée en septembre 2013, cette coalition hétéroclite a continué son offensive, se confrontant alors aux anti-balakas.

En retour, ce groupe auto-proclamé d'auto-défense, à majorité chrétienne, vraisemblablement financé par des partisans du président en exil Bozizé, s'en est pris aux populations civiles musulmanes, devenues boucs émissaires du conflit. Le 5 décembre 2013, il déclenche de violents combats avec la Seleka dans Bangui, faisant des centaines de morts et entraînant le lancement de l'opération française Sangaris. Les opérations de désarmement qui s'ensuivent laissent les populations civiles des quartiers musulmans, perçues comme des soutiens de la Seleka, exposées aux représailles et aux lynchages. C'est dans ce contexte, qui touche l'ensemble du pays pris en étau entre les Seleka et les anti-balaka, que les journalistes centrafricains se voient contraints d'évoluer depuis ces deux dernières années.

Nommée en remplacement de Michel Djotodia à la tête de la transition en janvier 2014 Catherine Samba Panza appelle immédiatement les belligérants à déposer les armes. "Je suis la présidente de tous les Centrafricains, sans aucune exception", a-t-elle dit. "Je demande à mes enfants anti-balaka et Seleka de m'écouter et, ensemble, de déposer les armes ». Malgré cela, les différents efforts de paix n'ont pas encore abouti à ce jour. Le pays continue d'être profondément meurtri et les civils de subir des violences quotidiennes. La tenue des élections présidentielles et législatives, prévue pour juillet 2015, est fortement improbable.

Recréer une dynamique des médias après ces violentes destructions ne sera pas chose facile, d'autant plus que ceux-ci continuent de faire les frais du conflit et de l'insécurité. Plus affaiblis que jamais, ils ont pourtant aujourd'hui un rôle très important à jouer pour informer les populations et désamorcer les tensions. Souvent cibles désignées des acteurs militaires et politiques, ils ont aussi participé au conflit, jouant un rôle aussi bien positif que négatif suivant la situation. Aujourd'hui, alors que les menaces sécuritaires continuent de les viser, les médias doivent retrouver une manière d'exister. Relever ce défi demandera l'implication de tous les acteurs de ce secteur, des autorités nationales aux opérateurs internationaux, et surtout une collaboration renforcée entre journalistes afin de créer un cadre de travail commun et respectueux.

SOMMAIRE

Introduction : Un pays et des médias détruits par le conflit	5
I. Les médias centrafricains	8
Presse écrite : une influence géographique limitée et de grandes faiblesses	8
La radio : média roi de Centrafrique	10
Encadré Ndeke Luka	10
Carte : Cartographie des radios en RCA	11
Encadré RJDH	13
II. Les médias dans le conflit	14
Les médias victimes du conflit	14
Médias acteurs du conflit ?	16
III. Dans la perspective d'un retour à la paix, quelles priorités pour les différents acteurs ?	18
Le soutien de la communauté internationale	18
Les institutions centrafricaines	19
Conclusions et recommandations	22





LE DEMOCRATE

N°3119 du jeudi 27 Février 2014
300 fffcea

Ombre et lumière

François Hollande de nouveau à Bangui

La MINCA se félicite de l'arrestation de Patrick-Édouard Nguissoua, « coordonnateur politique » autoproclamé des antibalakas



...frérique - Tchad. ...mage jadis fra- ...enu imprévi- ...vivable



1 LES MÉDIAS CENTRAFRICAINS

Le paysage médiatique en République centrafricaine est caractérisé par une profonde dichotomie entre la capitale, Bangui, et le reste du pays. Au sein de cette division existent des médias de qualité et d'impact très divers. Les efforts de la communauté internationale pour renforcer les médias ont été réduits à néant par le conflit. Aujourd'hui à Bangui, la presse écrite est accessible et le public peut avoir relativement aisément accès à une connexion internet. A l'intérieur du pays en revanche, seules les radios communautaires relaient l'information.

PRESSE ÉCRITE : UNE INFLUENCE GÉOGRAPHIQUE LIMITÉE ET DE GRANDES FAIBLESSES

Le kiosque du centre-ville de « Bangui la Coquette » est l'unique endroit où l'on peut se procurer des journaux. Ecrits exclusivement en français, et non dans la langue nationale le Sango, ils sont lus par une petite frange de la population centrafricaine, essentiellement les fonctionnaires des administrations, la classe politique, une partie de la société civile et des organisations internationales. N'étant pas distribués hors de Bangui, ils ne touchent pas l'immense majorité de la population. Néanmoins, malgré leur circulation limitée et leurs faiblesses, ils restent observés de très près par les autorités. En raison du type de lectorat qu'ils touchent, ils font souvent les frais des intrigues du pouvoir bangouais.

Des difficultés économiques...

La presse écrite était déjà mal en point avant la crise de 2013. On recensait alors une poignée de quotidiens à Bangui dont *Le Démocrate*, *Le Citoyen*, *l'Hirondelle*, et *L'Agora*. Bien qu'appelés quotidiens, ils ne sortent pas tous les jours. Leur parution varie en fonction des fonds disponibles.

La crise ayant perturbé profondément le tissu social, les ventes de journaux se sont effondrées et peinent à reprendre. Les titres les plus distribués aujourd'hui tirent à quelques centaines d'exemplaires au maximum. Les déplacements de populations, l'interruption du paiement des salaires des fonctionnaires, la perturbation de l'activité économique font que les journaux disposent encore moins qu'avant d'une base de lecteurs suffisante pour être viables économiquement.

Le marché publicitaire privé est quasi inexistant et seules les entreprises d'Etat, ou qui lui sont affiliées, disposent de fonds suffisants pour acheter de l'espace de publicité. Mais celles-ci sont réticentes à acheter de l'espace dans les journaux jugés trop critiques envers le pouvoir.



En ce qui concerne les annonceurs internationaux, un employé d'une agence humanitaire interrogé expliquait: « *La qualité d'impression des journaux est si mauvaise, que personne ne veut faire de publicité dedans, cela ternirait l'image de l'organisation plus qu'autre chose* ».

Imprimés au format A4, souvent sur des imprimantes domestiques puis photocopiés, les journaux sont en effet de bien mauvaise facture. Ainsi la presse écrite rencontre-t-elle de graves difficultés d'accès aux financements. Ce manque de ressources perpétue la faible qualité de la presse écrite, tant techniquement que sur le contenu des journaux.

... aux conséquences déontologiques

Cette précarité économique explique en partie le recours au journalisme « gombo », c'est-à-dire le fait d'accepter ou de demander des paiements pour rédiger des articles traitant favorablement d'une personne ou d'une question. De nombreux journaux centrafricains ont pour salle de rédaction la sacoche de leur directeur et ne paraissent que lorsqu'un intéressé - homme politique, homme d'affaires ou autres- achète une page d'auto-promotion dans le journal, permettant ainsi de financer le reste du média. Ces pratiques influencent évidemment la ligne éditoriale. Le directeur d'une publication nous confiait être activement impliqué dans la campagne électorale d'un homme politique aux ambitions présidentielles et ne considérait pas que cela puisse représenter un conflit d'intérêt.





RADIO NDEKE LUKA

La *Radio Ndeke Luka*, (“Oiseau de bon augure” en sango) émet depuis 2000 et a repris le relais de la radio onusienne *Minurca*. Financée par la Fondation *Hirondelle*, la radio a pour mandat de « jouer un rôle positif dans la reconstruction de la République centrafricaine en diffusant en français et en sango des programmes d’information et d’éducation de qualité, des débats politiques en direct, des magazines interactifs axés sur les droits humains, la jeunesse, la condition féminine, le développement, la santé et la bonne gouvernance ». Au plus fort du conflit à Bangui, la radio était devenue, selon les dires de son rédacteur en chef **Jean-Claude Ali Syllas**, “le policier, le médecin, le juge”. La population venait directement à la radio dénoncer les exactions leurs morts dans la cour, les blessés ne pouvant se rendre à l’hôpital venaient chercher de l’aide devant les studios. Contrairement à de nombreux médias qui ont dû fermer temporairement, la radio, moins menacée que d’autres, peut-être en raison de sa proximité des bureaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a continué à émettre pendant toute la crise centrafricaine.

Ces ressources extrêmement restreintes limitent la capacité à produire un contenu original et de qualité. Les journaux payant leurs journalistes à peu près régulièrement sont rares. Les médias publient donc peu de reportages ou d’enquêtes et s’alimentent de dépêches des médias internationaux ou de sites d’information centrafricains, repris tels quels. Dans certains journaux, de l’aveu de directeurs de publication, il arrive qu’une seule personne rédige tous les articles du journal sous différents pseudonymes.

Les contenus sont assez peu factuels, très éditorialisés. Le traitement approximatif de l’information est imputable en partie à un manque de formation. Mais la véhémence de ces plumes joue aussi le jeu tacite des médias centrafricains où les patrons de presse perçoivent leur rôle comme celui d’opposants systématiques au pouvoir en place. De plus, la polémique demeure toujours le meilleur moyen de faire vendre son journal.

Au cours d’un atelier de formation éditoriale, dispensé par *Reporters sans frontières* en septembre 2014, un jeune journaliste qui avait fait un papier très équilibré nous confiait que cet article ne serait jamais passé dans sa rédaction où on lui demandait de taper sur la cible du moment.

Dans ce contexte, lorsque les journaux font leur travail d’information, dénoncent certaines malversations ou posent des questions pertinentes, les faits sont

malheureusement souvent noyés dans la glose qui les entoure. Ce fut le cas notamment des articles qui questionnaient la destination des fonds de soutien remis par l’Angola au gouvernement centrafricain et qui avaient été perdus de vue. Aucun des journaux de presse écrite qui ont traité de la question n’ont pu s’empêcher d’éditorialiser à outrance, amoindissant par là même leur valeur d’information.

LA RADIO : MÉDIA ROI DE CENTRAFRIQUE

La radio est le média par excellence en République centrafricaine. Plus facile d’accès, moins chère, elle touche toutes les catégories sociales. Grâce au relais des radios communautaires, elle dispose également d’une large couverture à l’intérieur du pays et permet d’informer les populations rurales. Les radios sont néanmoins de qualité très variable. On note un grand nombre de radios confessionnelles, qui adoptent par définition une ligne éditoriale spécifique.

Radios de Bangui

A Bangui, les principales radios non confessionnelles émettant aujourd’hui sont la *Radio nationale* et la *Radio Ndeke Luka*. Depuis 2014, le *Réseau des journalistes pour les droits de l’Homme* (RJDH) a lancé ses propres émissions de radio qu’il propose pour diffusion sur son site et sur les antennes de *Radio Notre Dame* à Bangui et *Radio ICDI* à Boali, au nord de Bangui.

Depuis les évènements, la *Radio nationale* qui était la seule à couvrir l'ensemble du pays, 24 heures sur 24, ne diffuse plus en continu. Ses émetteurs ont également été endommagés dans certaines localités, l'empêchant de couvrir l'ensemble du territoire centrafricain.

Reste *Radio Ndeke Luka*, de loin la plus populaire et la plus établie du pays. Ses émissions sont devenues une référence. Elle est la radio d'informations principale. A l'automne 2014, la présidente de transition, Catherine Samba Panza a intimé l'ordre à ses ministres d'écouter tous les jours *Ndeke Luka* pour s'informer sur ce qui se passe dans le pays. Les émissions de *Ndeke Luka* sont reprises régulièrement sur les ondes de radios à l'intérieur du pays. Les articles de son site sont parfois reproduits dans les journaux papiers.

Plusieurs radios confessionnelles avaient pignon sur rue avant la crise : *Radio Notre Dame*, *Radio Voix de la Paix*, *Radio Néhémie Voix de l'Evangile*, *Radio Opération Jericho* et *Radio Voix de la Grâce*. *Radio Voix de la Paix*, l'unique radio musulmane, a dû fermer ses portes face aux menaces dont elle faisait l'objet. *Radio Néhémie* a cessé d'émettre après qu'une cache d'armes a été découverte dans la parcelle appartenant à son directeur. Ce dernier est depuis exilé en France et son équipe souhaite relancer la radio. *Opération Jericho* ne peut reprendre ses programmes car elle craint les représailles potentielles d'un camp d'ex-soldats de la Seleka situé juste à côté de son terrain.

Radios communautaires

Dans le reste du pays, il existe 18 radios communautaires, plus ou moins une par province.

CARTOGRAPHIE DES RADIOS EN CENTRAFRIQUE

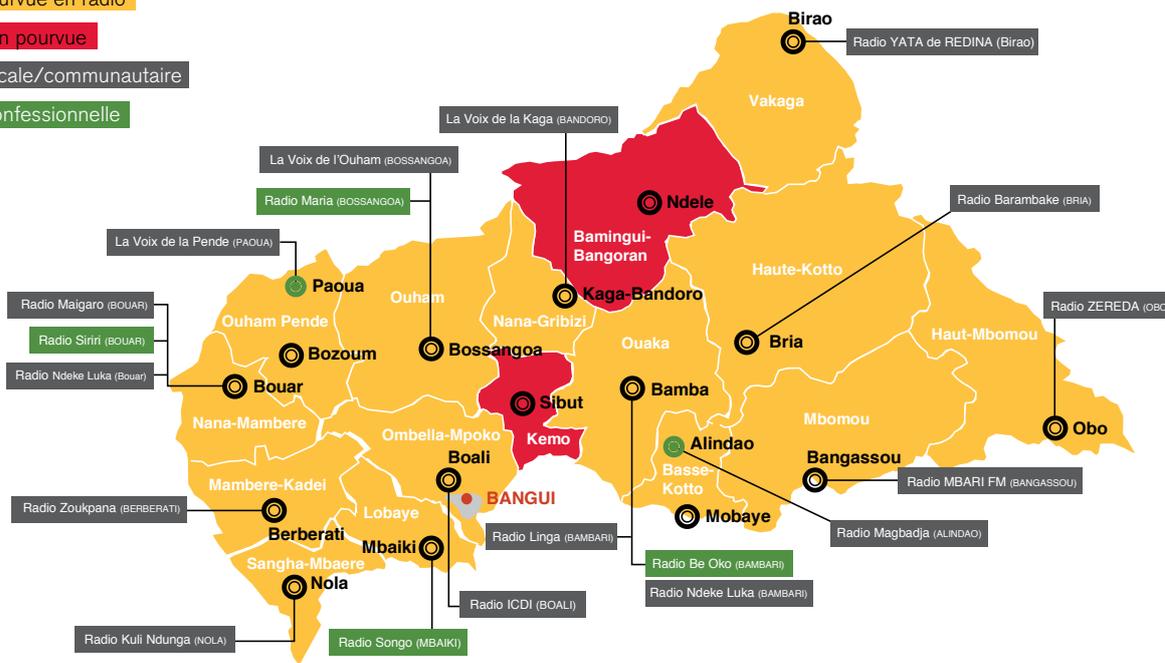
CAN / juin 2012

Zone pourvue en radio

Zone non pourvue

Radio locale/communautaire

Radio confessionnelle



BANGUI

- | | | |
|-----------------------|---------------------------|------------------------------|
| 1. Radio Centrafrique | 4. Radio Néhémie | 7. Radio Tropic |
| 2. Radio Notre Dame | 5. Radio Voix de la Grâce | 8. Linga FM |
| 3. Radio Ndeke Luka | 6. Radio Voix de la Paix | 9. Radio Télévision scolaire |



Ce réseau assez dense a longuement bénéficié du soutien des bailleurs internationaux, notamment *RFI* et la Fondation Hironnelle. A tel point que selon le président de l'Association des radios communautaires (ARC), Jean-Ignace Manengou, « ce sont plus les radios qui cherchent leur communauté que les communauté qui veulent des radios ». En effet, à part quelques exceptions de radios créées par des passionnés, la création de radios communautaires, si elle répond à un besoin réel d'information locale des populations, n'a pas toujours bénéficié d'une large implication de ces dernières. Leur système de gestion, organisé en comités, a pu donner lieu à une captation par certains membres de la communauté des ressources allouées à la radio. Ainsi, on a observé qu'une fois les financements internationaux d'installation taris, les comités de gestion ont eu tendance à se réduire drastiquement et à se désintéresser de la radio. Il est donc important et urgent de ramener la communauté au cœur de la radio, de renouer le lien entre les radios et la communauté afin de les rendre pérennes.

Les journalistes communautaires ont donc un grand travail de sensibilisation à accomplir pour renouveler l'intérêt des populations dans ces radios et leur en montrer le bénéfice. Dans le cadre du conflit, la radio communautaire est la seule à pouvoir rapporter précisément les mouvements de troupes, informer sur d'éventuelles distributions ou activités humanitaires, transmettre des messages d'hygiène et de santé... Pour l'ARC, cela passerait par une plus grande implication des communautés, notamment à travers la formation de nouveaux journalistes. En effet, ces radios rencontrent également de gros problèmes de ressources humaines. Selon le RJDH, les journalistes ne sont pas assez formés¹. Les responsables des radios acceptent

1. Internews, une ONG américaine qui finance le RJDH fournit actuellement des formations aux journalistes et membres des radios communautaires de son réseau.

la situation, ne cherchant pas des gens plus qualifiés. Un désintéret compréhensible étant donné que lorsque les journalistes sont formés, ils partent bien souvent travailler pour de plus grands médias à Bangui. Il est donc important et urgent de renouer le lien entre les radios et la communauté afin de rendre les radios pérennes.

Télévision

La télévision ne représente pas un média d'information indépendant très développé en RCA. Il n'existe à Bangui qu'une seule chaîne de télévision publique et une télévision privée, *Direct TV*. La *Télévision nationale*, média public, est en bien mauvais état. Selon l'ancienne ministre de la Communication et de la Réconciliation, Antoinette Montaigne, elle ne possède que deux caméras. En revanche, la radio nationale possède un studio de télévision flambant neuf, offert par une entreprise italienne. Il n'est pas clair s'il est prévu que la *Télévision nationale* y ait accès.

Les sites d'information en ligne

Les sites d'information en ligne traitant de la RCA se sont multipliés au cours des derniers mois. Là encore, en raison de la faiblesse du réseau internet à Bangui, quasi inexistant dans les villes de province, ce mode d'information sert plus la diaspora, l'élite politique et économique ou les personnels des organisations internationales.

En 2012, une agence nationale de presse en ligne a été créée, l'*Agence centrafricaine de presse* (acap-cf.info). Son site est aujourd'hui inaccessible à cette adresse. Elle disposerait pourtant toujours de 10 employés (journalistes, fonctionnaires et photographes). Selon un de ses journalistes interrogés en septembre 2014 par RSF, le fait de travailler pour une agence de presse de l'Etat influence leur façon de couvrir l'actualité, même s'il reconnaît subir moins de pressions que la radio ou la télévision nationales, attribuant cette différence au fait que leur audience est plus restreinte.

De nombreux autres sites d'information sont basés à l'étranger. Leur qualité informative est parfois douteuse et certains s'apparentent à des sites de propagande politique. Il suffit souvent de lire leur page d'accueil pour savoir immédiatement à quel camp politique ils appartiennent.

Un site d'information tire néanmoins son épingle du jeu, le *Réseau des journalistes pour les droits de l'Homme* (RJDH). Publiant une série de dépêches quotidiennes, il est repris par de nombreux sites et même par certains journaux papiers. En 2013, au cœur du conflit, il était l'unique média capable de faire remonter les informations venant de l'intérieur du pays, grâce à son réseau de journalistes équipés de téléphones portables. Bien formés et issus des communautés qu'ils couvrent, ceux-ci étaient capables de fournir une information équilibrée, essentielle dans cette période de confusion.



En 2010, à l'initiative d'un groupe de journalistes centrafricains souhaitant capitaliser sur les formations reçues et maintenir le contact avec les organisations de défense des droits de l'Homme, le *Réseau des journalistes pour les droits de l'Homme* (RJDH) s'est constitué. Via un site internet, le réseau a pour engagement de défendre les droits de l'Homme à travers des reportages, enquêtes et chroniques. Il est dirigé par une rédactrice en chef, Virginie Béro. A l'origine un journal en ligne, RJDH s'est doté en 2014 d'une dimension radiophonique et produit des émissions qu'il propose à la diffusion aux radios communautaires dans l'intérieur du pays, comme *ICDI*, ainsi qu'à *Radio Notre Dame* à Bangui. Cette rédaction dispose d'une dizaine de journalistes et engage des jeunes diplômés du programme de « Sciences de la communication » de l'Université de Bangui.

2

LES MÉDIAS

DANS LE CONFLIT

Perçus par les acteurs du conflit comme des instruments stratégiques, les médias centrafricains ont payé le prix fort. Malgré les violences dont ils ont été victimes, ils ne connaissent pas de répit: leur rôle même les force à se positionner également comme acteurs des dynamiques de ce conflit et de ses solutions.

LES MÉDIAS, VICTIMES DU CONFLIT

Au-delà des pillages motivés par des logiques de prédation économique, les destructions systématiques de médias par la Seleka répondaient également à une volonté délibérée de couper la circulation de l'information. A contrario, dans des lieux de cantonnement stratégiques pour la coalition Seleka, notamment à Birao dans l'extrême nord, le commandant local a forcé ses hommes à rapporter les équipements de la radio qu'ils avaient pillée. En effet, il souhaitait pouvoir utiliser la radio pour diffuser les messages nécessaires à ses opérations, dans ce fief de la coalition militaire.

Pillages

Mais la plupart des radios n'ont pas bénéficié de ce traitement. Pillées le long de l'avancée de la Seleka vers Bangui, entre décembre 2012 et mars 2013, leur personnel éparpillé et leurs émetteurs détruits, elles sont devenues inopérantes. Certaines venaient d'être réhabilitées et équipées par des opérateurs internationaux, notamment *RFI*. En province, dix radios sur les 18 existantes ont été pillées et contraintes de cesser leurs opérations pendant le conflit. Certaines ont pu reprendre leurs émissions depuis.

Entrée dans Bangui le 23 mars 2013, la Seleka n'y a pas non plus épargné les médias de la capitale. Les principales radios de la ville ont toutes fait l'objet de vols et de destructions. Certaines ont été réduites au silence, telle *Radio Néhémie* en mars 2013. La radio musulmane, *Voix de la Paix*, a dû cesser ses activités car elle était menacée. *Radio Ndeke Luka* s'est vue investie par des éléments de la Seleka qui ont dérobé plusieurs véhicules et détruit une partie des bureaux. Heureusement, le matériel de diffusion n'a pas été endommagé et la radio a pu reprendre ses émissions dès le 26 mars. Les équipements de la radio et de la télévision nationales ont aussi été endommagés. En janvier 2014, ce sont les équipements de la radio *Opération Jericho* qui ont été volés.

Les locaux des principaux journaux ont également été détruits. Interrogé par Reporters sans frontières, **Mathurin Momet** fondateur du journal privé *Le Confident* explique: "Les rebelles ont réduit à néant mes investissements d'une dizaine d'années. La reprise des activités n'est pas pour demain". Le journal *Le Citoyen* a également fait les frais des pillages.

Exactions

En plus des locaux et des équipements pillés, les journalistes eux-mêmes ont été la cible de graves menaces et intimidations. Menacés, arrêtés arbitrairement, menés dans des lieux secrets, les journalistes ont été aux premières loges du conflit. Plusieurs sont morts dans les violences,

sans qu'il soit toujours possible d'identifier s'ils étaient visés en tant que journalistes. **Désiré Luc Sayenga** du journal *Le Démocrate* et **René Padou** de la radio *Voix de la Grâce* ont été assassinés à Bangui le 30 avril 2014, dans des circonstances qui doivent encore être éclaircies. Une journaliste de la *Radio Be Oko* à Bambari (Sud), **Blanche Elisabeth Olofio**, a été battue et laissée pour morte en janvier 2013. Elle est décédée des suites de ses blessures le 22 juin 2014. Quant au blogueur **Johnny Bissakonou**, il a échappé de justesse à la mort. En décembre 2013, des hommes sont venus le chercher dans son quartier. Ne le trouvant pas, ils ont assassiné un de ses frères. Le journaliste a dû quitter le pays en catastrophe et vit depuis en exil. La jeune photographe française, **Camille Lepage**, qui avait eu le courage d'aller couvrir le conflit au plus près des groupes armés et des civils, a payé le prix ultime, abattue dans une embuscade par des éléments jusqu'ici non identifiés.

Les hommes de la Seleka reprochaient unanimement aux journalistes de "créer des tensions", "d'amener la division", pour avoir rapporté les exactions commises par ce groupe. Les menaces des militaires de la Seleka contre les journalistes étaient quotidiennes, parfois sans raison aucune. Le rédacteur en chef de *Ndeke Luka* raconte que les commandants Seleka débarquaient à la radio car on leur avait dit que leur nom avait été prononcé à l'antenne, sans même savoir dans quel contexte. Souvent, après avoir écouté les émissions, ils repartaient calmement.

Le moindre prétexte pouvait valoir des représailles. Le 3 août 2013, **Geoffroy Dotte**, directeur de publication de l'hebdomadaire privé *Dernières minutes*, a été enlevé à Bangui pour avoir été vu en possession d'un communiqué de presse émanant des soutiens à l'ancien ministre d'Etat Mohamed Moussa Dhaffane. Le journaliste a été conduit par la Seleka, les yeux bandés dans un lieu inconnu où il a subi plusieurs heures d'interrogatoire, en dépit de la présentation de sa carte de journaliste. Il s'est ensuite vu intimer l'ordre de garder le silence sur ce qu'il venait de vivre.

Les hommes de la Seleka reprochaient unanimement aux journalistes de "créer des tensions", "d'amener la division", pour avoir rapporté les exactions commises par ce groupe.

En décembre, le directeur de publication du quotidien *l'Agora*, **Albert Mbaya** qui avait publié un article dans lequel il déplorait que la force Sangaris ne se soit pas appuyée sur les Forces armées centrafricaines (FACA), a déclenché l'ire de la Seleka qui a menacé de mort le journaliste. Ce dernier a dû se mettre à l'abri en République démocratique du Congo avec sa famille pendant plusieurs mois.

Julien Bella, de *Centrafrique Matin* et **Ulrich Landry Ngopkele** du *Quotidien de Bangui* ont tous deux été arrêtés et menés pour interrogatoire dans des lieux inconnus, après avoir publié des articles sur les prisons secrètes

du Cedad (Comité pour la défense des acquis démocratiques) dirigé par le redoutable colonel Nouredine Adam.

Ce dernier a aussi menacé par téléphone un journaliste de la radio *ICDI* de Boali, **Fidèle Ngombou**. Quelques mois plus tard, en janvier 2014, le commandant local de la Seleka à Boali menaçait à son tour le journaliste. Alertés de son arrivée en compagnie d'hommes armés sur les lieux de la radio, Fidèle Ngombou et son équipe rédactionnelle ont pu fuir les locaux. Il a trouvé refuge à Bangui et la radio a dû fermer plusieurs mois.

Les opérateurs des médias n'ont pas été épargnés non plus. Les locaux de l'institut Panos ont été pillés et le coordinateur sur place a été plusieurs fois menacé de mort.

PILLAGES



Radio Be Oko détruite

Radio Magbadja à Alindao, unique radio de la ville, installée par un projet RFI-ARC a été pillée

Radio Mbari FM à Bangassou installée par un projet RFI-ARC a été pillée

Radio La Voix de la Kaga (ITAL) à Bandoro a été pillée en février 2013

La Voix de l'Ouham et *Radio maria* à Bossangoa ont été pillées

A Bouali, la *Radio ICDI* a été attaquée et forcée de fermer, son personnel réfugié à Bangui

A Birao, *Radio Yata* a été pillée mais la Seleka a exigé le retour du matériel et le rédemarrage de la radio

Radio Barangbaké à Bria a été pillée

Linga FM et *Radio Be Oko* à Bambari ont été pillées

Cette situation de pressions contre les journalistes s'est complexifiée à partir de décembre 2013 avec l'arrivée dans le conflit des anti-balaka qui se sont mis à attaquer les médias qu'ils jugeaient favorables aux musulmans. A partir de ce jour, les journalistes se sont trouvés pris en étau, dans une quasi incapacité de faire leur travail. Le simple fait de rapporter une information sur un groupe ou l'autre était passible de représailles violentes ou d'intimidations graves. De nombreux journalistes qui n'avaient pas déjà fui les violences des mois précédents ont alors cessé de travailler. Plusieurs ont dû se résoudre à l'exil.

Un journaliste qui était allé couvrir un match de football organisé par un commandant Seleka a dû par la suite quitter son foyer car il était recherché par les anti-balaka, lui reprochant d'avoir donné de la visibilité à un Seleka.

Le 18 juin 2014, RSF et plusieurs organisations de soutien à la liberté de l'information nationales et internationales ont publié une lettre demandant à la présidente Catherine Samba Panza de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les journalistes.

De mars 2013 à juin 2014, ces organisations

ont dressé un bilan non exhaustif faisant état de 46 journalistes menacés, interpellés, victimes de violences ou contraints de quitter le pays.

MÉDIAS ACTEURS DU CONFLIT ?

Les médias centrafricains ont été appelés à jouer un rôle renouvelé avec le déclenchement de la crise. Leur importance stratégique a été clairement illustrée par les nombreuses menaces dont ils ont fait l'objet. La question de la responsabilité des médias s'est alors posée avec plus de force que jamais. Les médias devaient-ils rester simples observateurs impartiaux du conflit ? Ou avaient-ils la responsabilité d'apaiser la situation ? Peut-être même de la pacifier ? Que se passe-t-il quand, parfois involontairement, ils ont alimenté le conflit ?

Un accès difficile à l'information

Une première constatation résultant du conflit centrafricain est que la majorité des médias locaux, affaiblis ou anéantis par les destructions, se sont retrouvés dans l'incapacité d'assurer leurs fonctions. De plus, la situation sécuritaire, tant à Bangui que dans l'intérieur du pays, rendait tout mouvement très difficile, encore plus pour les journalistes locaux disposant de peu de moyens de voyager de façon sécurisée.

Ainsi les médias internationaux se sont trouvés les mieux placés pour rapporter l'information et remplir un espace laissé vide par les acteurs centrafricains. Selon des observateurs centrafricains, cette situation a joué un grand rôle dans la façon dont le discours sur le conflit en RCA a été façonné. Les seules sources d'informations venant de médias internationaux, c'est par leur prisme que le conflit s'est raconté. Certains leur reprochent la cristallisation le long de lignes religieuses

d'un conflit qui, certes recoupeait des différences communautaires, mais s'enracinait plus dans des revendications et un ressentiment liées à des considérations économiques que culturelles.

Couverture partielle et dérapages

Les médias qui ont continué à émettre ou ont repris leurs émissions durant le conflit ont dû faire face à une situation très complexe à traiter. La couverture équilibrée de la situation d'extrême polarisation entre deux communautés aurait été un exercice extrêmement difficile, même pour des médias plus aguerris que ceux de RCA.

Ce manque d'accès a également rendu la tâche d'équilibrer les informations entre les différentes parties au conflit difficile pour les médias nationaux. Les journalistes de Bangui, majoritairement chrétiens, avaient peur pendant de nombreux mois de se rendre dans le quartier musulman du PK5. Ainsi la voix des communautés musulmanes a été sous-représentée. Certains reportages ont été diffusés sans que les équipes aient pu vérifier l'information sur le terrain « *Ça n'est pas parce qu'on a pas accès qu'on ne va pas couvrir l'info!* » se défendait un rédacteur en chef d'une radio. Un exemple ayant fait polémique est la diffusion sur les ondes d'une radio de Bangui de la nouvelle de la mort de cinq chrétiens tués au quartier musulman. Selon un journaliste international qui s'est rendu à l'endroit indiqué, aucun corps n'a été trouvé. Pour la communauté musulmane la diffusion de cette information infondée est un des faits participants de la diabolisation de leur communauté.

Une étude de l'Institut Panos Europe, réalisée en collaboration avec l'Observatoire national des médias, publiée en juin 2014 établit que la majorité des discours de haine, d'attaque ou de déshumanisation d'une communauté se sont retrouvés dans la presse écrite. Ceci est notamment dû à la nature même des articles mêlant de façon inextricable reportages et opinions. Cette même étude observe que les radios ont maintenu une ligne généralement plus neutre dans leur couverture des événements.

Toutefois, il est indéniable qu'il y a eu des dérapages, notamment lors des émissions en direct ou interactives. Un journaliste de la *Radio Notre Dame* reconnaît qu'un invité récurrent a tenu des propos allant au-delà de l'acceptable, animés par un sentiment de colère et de haine, créant des amalgames dangereux. Les journalistes n'ont pas toujours su comment réagir et le canaliser. Sur *Ndeke Luka* aussi, les éditeurs de la célèbre émission *Patara* ont parfois eu du mal à filtrer les témoignages recueillis lors des micros-trottoirs, laissant passer des propos haineux qui n'avaient pas leur place à l'antenne. Cet incident a amené la radio à repenser sa grille de programme. Certaines émissions interactives ont été suspendues au profit d'émissions promouvant activement la paix et la réconciliation. Les obligations déontologiques des journalistes ont été rappelées de façon renforcée au sein de la radio.

D'autres radios ont pris des mesures pour tenter de mieux équilibrer les reportages. Le *RJDH* a recruté un journaliste musulman afin de faciliter l'accès de ses équipes aux quartiers musulmans et de mieux se connecter à cette population. A Bouar, il a formé des jeunes musulmans à faire des émissions publiques sur la cohésion sociale. Il soutient également la reconstruction d'une radio musulmane pour que les journalistes puissent travailler en synergie sur les questions de cohésion sociale et les questions spirituelles.



3

DANS LA PERSPECTIVE

D'UN RETOUR À LA PAIX,

QUELLES PRIORITÉS

POUR LES DIFFÉRENTS

ACTEURS ?

LE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La communauté internationale a apporté un large soutien aux médias depuis le début de la crise. Celui-ci s'est néanmoins presque exclusivement concentré sur les radios, la presse écrite restant l'enfant pauvre des récents efforts de la coopération internationale dans ce secteur. Ils expliquent ce choix par l'impact plus limité de la presse écrite à l'échelle nationale et également par un certain découragement face à l'inefficacité des assistances précédemment fournies.

Le conflit et la crise humanitaire en RCA ont provoqué l'afflux d'opérateurs et de financements internationaux de soutien aux médias. Dès février 2014, le président de l'Association des radios communautaires (ARC), lors d'une réunion à Yaoundé mettait en garde ces derniers sur le fait que l'afflux massif et temporaire d'intérêt et de fonds ne vienne pas déstabiliser plus encore ce secteur médiatique. La question de la capacité d'absorption des radios ou journaux concernés et de leur personnel se pose. Tout soutien devrait s'inscrire dans une analyse renouvelée des enjeux et une perspective de développement à moyen et long terme, passant par l'autonomisation de ces médias.

En ce qui concerne la professionnalisation des journalistes, une piste intéressante pourrait être un soutien renouvelé au programme des Sciences de la communication et de journalisme de l'Université de Bangui, dirigé par Jean-Claude Redjeme depuis 2008. Ce programme relativement exigeant (40 étudiants sont sélectionnés chaque année après concours) dispose de 20 professeurs au total, mais souffre d'un manque de locaux. En raison du conflit puis d'une grève des enseignants qui a abouti

à la fermeture de l'université, aucun étudiant n'a pu recevoir cette formation en 2013. La structure pourrait aujourd'hui bénéficier d'un soutien à la reprise de ses activités qui permettrait d'avoir des journalistes formés.

LES INSTITUTIONS CENTRAFRICAINES

Le ministère de la Communication

Le ministre de la Communication, Victor Waké, était fraîchement arrivé à ce poste lorsque RSF l'a rencontré. Dans un entretien accordé à RSF, il explique concevoir le journaliste comme un agent d'une mission civique qui, en ces temps de crise, doit avoir pour objectif premier d'aider à sauver son pays. Il est dubitatif quant à la liberté des informations diffusées dans les médias. Il l'exprime sans ambages : « *Nos journaux ne peuvent pas être comme la presse française, il faut atténuer leur langage* ». Il revendique un rôle non seulement de contrôle mais de « *censure* » pour le Haut conseil à la communication et explique en souriant qu'il « *faut parfois donner des fessées aux journalistes pour les remettre dans le droit chemin* ».

Il s'est fixé comme priorités de « *baliser la presse écrite* », à travers notamment la réforme de la loi sur la presse qui date de 1992 et la mise en place d'une carte de presse, la formation des journalistes à la couverture électorale et aux questions de cohésion sociale et de réconciliation nationale. Il prévoit le rééquipement de la radio et de la télévision nationales, afin de donner de la « *visibilité* » aux actions du gouvernement et de diffuser des informations sur les actualités de transition.

Certaines de ces mesures pourraient être les bienvenues mais d'autres semblent inquiétantes pour l'indépendance des médias. Il souhaite notamment retirer les prérogatives d'attribution des cartes de presse de l'Union des journalistes et du groupement des éditeurs de la presse indépendante pour les attribuer à une commission de la carte de presse dont la structure reste à définir. Le ministre veut aussi revoir les agréments des journaux. S'il peut en effet être nécessaire que les journaux déclarés aient bien une existence réelle, il est important que ce processus ne dérive pas vers une censure empêchant de créer des nouveaux titres. Sur l'aide à la presse, le ministre assure que celle-ci existe et qu'elle est estimée « *entre 25 millions et 250 millions de francs CFA* » (sic).



Recommencer à fréquenter l'université de Bangui?

Il regrette que les représentants de l'Union des journalistes de Centrafrique (UJCA) ne se soient jamais manifestés pour venir la toucher. Une déclaration contredite par les représentants de (UJCA) selon qui l'aide à la presse n'est pas disponible.

*Jusqu'alors
les autorités ont tendance
à caporaliser
les médias d'Etat.
Notre mission est
de veiller à ce que tous
puissent parler.*

Enfin, s'il affirme avoir pour projet la dépenalisation des délits commis par voie de presse, il juge en revanche que les articles portant atteinte à l'honneur et à la réputation de la présidente de la transition équivalent à porter atteinte à la sûreté de l'Etat.

A l'issue de cet entretien réalisé avec le ministre, il ressort pour RSF que le ministère de la Communication doit revoir sa relation aux journalistes, qui est aujourd'hui caractérisée par une certaine condescendance d'une part et la méfiance persistante des médias vis-à-vis vis des autorités.

On est néanmoins loin des déclarations faites le 27 juillet 2013,

au cours d'une conférence de presse au Ledger, par le conseiller en communication du chef de l'Etat de l'époque qualifiant les journalistes de la presse privée de "clochards".

Le Haut conseil de la communication de Transition

Le Haut conseil de la communication est l'organe officiel de régulation des médias. Le nouvel HCC de Transition (HCCT) a été établi initialement en juillet 2013 et l'actuel bureau en août 2014.

Censé représenter le monde des médias, le bureau du HCCT est pourtant essentiellement composé de membres nommés par l'administration. Au nombre de neuf, ils représentent la présidence, le Parlement (ici le Conseil national de transition), la primature, les médias publics, les médias privés, les avocats, les magistrats, et le secteur de la télécommunication.

Le mandat du HCCT est d'attribuer des fréquences de télévision et de radio, mais également de prendre les mesures nécessaires pour rendre l'espace des médias "démocratique", ce qui paradoxalement pour son président Monsieur Pouambi, ancien journaliste de la *Radio Ndeke Luka* passe par « *contrôler la presse écrite, la radio et la télévision* ».

La priorité de ce dernier sera de réformer la loi sur la presse, notamment les dispositions sur le délit de presse et amendes abusives, qui peuvent encore permettre de faire opérer une "contrainte de corps", c'est-à-dire de mettre un directeur de publication en prison. Il souhaite que cette ordonnance devienne une loi pour éviter le recours au code pénal.

Il prévoit de garantir un accès égal de toutes les ONG, syndicats et partis politiques aux médias d'Etat. Le HCCT va demander au ministère de la Communication (qui ne l'a pas lui-même) la grille des programmes de *Radio Centrafrique* pour établir si elle est respectée. « *Jusqu'alors les autorités ont tendance à caporaliser les médias d'Etat. Notre mission est de veiller à ce que tous puissent parler, même les ex-Seleka* »,

explique-t-il. De façon plus préoccupante, il souhaite « *rationaliser* » le nombre de titres de presse écrite. Quatre-vingt-cinq titres déclarés existent, même si, toute périodicité confondue, seuls plus ou moins 15 journaux paraissent régulièrement. Il juge qu'un système d'autorisation serait nécessaire préalablement à la parution des journaux. Enfin il devra doter l'organe de régulation du matériel qui lui fait cruellement défaut, tous les enregistreurs ayant été emportés lors des razzias de la Seleka au printemps 2013.

Le HCCT semble conscient des défis qui menacent les médias centrafricains et affirme vouloir tenter le plus possible d'entrer en médiation, en cas de problèmes constatés et « *essayer la pédagogie avant de passer aux sanctions* ». Questionné sur la nature des sanctions possibles et les procédures afférentes, le bureau exécutif du HCCT laisse apparaître une mauvaise connaissance de ses règles internes et un flou administratif, peut-être attribuable à sa récente entrée en fonction.

Les pressions politiques auxquelles le conseil est soumis sont néanmoins palpables. En octobre 2014, le HCCT convoquait les responsables du *RJDH* qui avaient publié un article sur la destination des fonds donnés par l'Angola à la RCA. Tentative d'intimidation plus qu'autre chose puisque ces derniers sont sortis de l'audience sans avoir bien compris ce qui leur était reproché, ni qu'aucune accusation précise n'ait été émise à leur encontre.

De même, au lendemain de l'élection des nouveaux membres du HCCT, l'un d'entre eux, **Patrick Stéphane Akibata** du journal *Le Peuple*, et représentant de la presse privée au HCCT, se retrouvait poursuivi en justice pour un article très injurieux sur la présidente Samba Panza³. Sa participation au HCCT a été suspendue sine die, de façon unilatérale et sans justification légale, alors qu'il venait d'être élu par ses pairs. Le président de l'organe de régulation avoue « *Ca m'a fait un pincement au cœur mais on a laissé faire* ».



Bâtiment de la maison de la Presse et des journalistes.

3. Une affaire pour laquelle deux autres directeurs de publication étaient également poursuivis, Régis Zoumire et Ferdinand Samba, qui s'était caché un temps pour échapper à la police.

CONCLUSION

Les médias centrafricains ont clairement souffert de la crise sécuritaire qui continue de ravager le pays. Dans ce contexte de polarisation politique et communautaire, il est important qu'ils soient dotés des moyens adéquats pour jouer leur rôle d'intérêt public et prendre toute la mesure de leur responsabilité.

Cela devrait se traduire par une meilleure organisation et un plus grand respect de la déontologie au sein de la communauté médiatique centrafricaine, accompagnés d'une assistance internationale coordonnée et ayant une vision au long terme, et d'un soutien institutionnel législatif et administratif ouvert et transparent.



RECOMMANDATIONS

Aux médias centrafricains et aux opérateurs locaux, RSF préconise de :

- Sortir de la logique de polarisation et s'attacher à une couverture factuelle des événements.
- Redynamiser les institutions représentatives des médias, UJCA et GEPIC de façon plus inclusive afin de pouvoir porter efficacement les revendications des journalistes auprès des autorités compétentes.
- Redynamiser l'instance d'autorégulation, l'Observatoire des médias centrafricains, afin de renforcer le respect des principes déontologiques au sein de la profession.
- Créer des structures coopératives pour mutualiser certains coûts (encre, papier, impression).

Aux institutions nationales, RSF préconise de :

- Rendre opérationnelle l'aide publique à la presse et en assurer une distribution équitable et non politisée.
- Réformer la loi sur la presse de 1992, et notamment dépenaliser les délits de presse.
- Redynamiser le programme de formation au journalisme de l'Université de Bangui, en collaboration avec les opérateurs internationaux de soutien aux médias, en plus des formations ponctuelles aux journalistes déjà sur le marché du travail.

Aux acteurs de la communauté internationale, RSF préconise de :

- Mener une analyse approfondie des besoins à moyen terme des médias afin d'assurer que le soutien des acteurs internationaux entre dans une logique de durabilité.
- Tenter le plus possible de fournir des moyens de pérenniser l'action des médias au-delà des financements internationaux (ex: panneaux solaires pour alimenter les émetteurs, activité génératrice de revenus en parallèle...).
- Soutenir les activités du HCCT (notamment en terme d'équipement et de formation de son personnel et de ses membres) afin de garantir un paysage de régulation audiovisuel équitable et légitime.
- Redynamiser le programme de formation au journalisme de l'Université de Bangui, en collaboration avec les institutions nationales, en plus des formations ponctuelles aux journalistes déjà sur le marché du travail.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Directeur général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Responsable du bureau Afrique : **CLÉA KAHN-SRIBER**
afrique@rsf.org